

En dix ans, le SPF Finances a perdu environ un quart de ses troupes

29 mai 2015

Le décodage

Ce jeudi, le Réseau pour la justice fiscale organisait la cinquième édition du "tax justice day", en réponse au concept de "tax freedom day" - jour où l'on commence à travailler pour soi et non plus pour l'État - mis en avant par PwC. L'occasion pour ces associations et syndicats de rappeler leur credo: pas de justice sociale sans justice fiscale. La lutte contre la fraude fiscale était logiquement à l'honneur de ce cru 2015. Qui dénonçait le "démantèlement progressif" de l'administration fiscale.

Les faits

Quand ils évoquent l'évolution de l'emploi dans la fonction publique, les syndicats arborent automatiquement une mine sombre. Si, en plus, il s'agit du SPF Finances, cela s'accompagne de trémolos dans la voix. Parce qu'après le passage de tous ces scandales en "leaks" - Offshoreleaks, Luxleaks, Swissleaks, vous vous souvenez? -, la lutte contre la fraude fiscale est revenue sur le devant de la scène. Dans ce contexte, sabrer dans les effectifs des contrôleurs fiscaux, eh bien, cela fait mauvais genre.

"En six ans, les effectifs du SPF Finances ont fondu de 18%", clament les syndicats. Les chiffres sont là pour confirmer. En 2014, le personnel du SPF tournait autour des 24.000 personnes. Dont quelque 9.000 affectées à l'AGFisc, l'administration générale de la fiscalité (chargée notamment du contrôle des personnes physiques, des PME et des grandes entreprises), et 600 à l'ISI, l'Inspection spéciale des impôts (en charge de la grande fraude fiscale). En 2008, le SPF totalisait encore plus de 30.000 âmes - et pas loin de 32.000 en 2005.

Une chute qui affecte la capacité du SPF Finances à effectuer les missions qui lui sont assignées, jugent les syndicats. "D'accord, l'automatisation de certaines tâches a fait diminuer le besoin en personnel, reconnaît-on à la CGSP. Mais tout ne peut être informatisé. Pour un contrôle, il faut quelqu'un derrière la machine."

Le management lui-même reconnaît les difficultés que pose le manque de personnel, embraie Aubry Mairiaux du syndicat indépendant UNSP-Secteur Finances. Tant dans la gestion courante que dans les contrôles. "Diminuer le nombre de fonctionnaires, c'est un choix politique. Mais il faut alors assumer et désigner les fonctions que le SPF ne peut plus assumer." En attendant, les syndicats listent les couacs qu'ils attribuent au sous-effectif au sein du SPF.

Du côté du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt, on se refuse à commenter l'état des troupes au sein du SPF Finances. "Pas de commentaires", tel

est le refrain préféré de la N-VA. Son cabinet se borne à indiquer qu'entre 700 et 800 engagements sont prévus au SPF Finances, dont 100 à destination de l'ISI. Pas de quoi combler le trou causé par le gel des engagements décrété en 2014, déplorent les syndicats. Ni par les départs à la retraite - près de 1.200 par an. B.M.

<http://journal.lecho.be/#detail/9638728>